

## LUTTER POUR LE COMMERCE ÉQUITABLE ET POUR UNE GOUVERNANCE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE MONDIALE

Pour le groupe socialiste, la mondialisation toujours plus poussée rend de plus en plus vitale la l'exigence (portée également par le PSE) d'une **réforme des règles qui régissent l'économie mondiale**. Notre objectif est de renverser la tendance des trente dernières années qui ont vu le pouvoir, au niveau mondial, passer progressivement des pauvres aux riches, du travail au capital et de gouvernements élus démocratiquement à des groupes privés, particulièrement les opérateurs financiers, qui concentrent le pouvoir entre leurs mains et échappent de plus en plus à tout contrôle.

L'UE est la première économie du monde, le premier exportateur et importateur, la première source d'aide au développement et une des principales sources de capitaux d'investissement. Elle peut donc jouer un rôle déterminant dans la fixation des règles de l'économie mondiale - ce qu'aucun pays européen agissant seul ne pourrait espérer faire. L'existence de l'Union européenne, qui constitue la principale alternative au modèle américain de marché relativement libre, avec le fossé énorme entre les riches et les pauvres, ou aux différents modèles économiques autocratiques proposés par la Chine, la Russie ou d'autres, est pour les sociaux-démocrates un trésor en soi car c'est notre meilleur espoir de promouvoir les valeurs socio-démocrates dans le monde entier.

### Commerce

Malgré tous ses défauts, l'OMC constitue un progrès pour l'ordre juridique international et le principe du multilatéralisme et elle est au centre de la politique commerciale de l'UE. Il s'agit de la seule organisation internationale dans laquelle l'UE négocie et parle d'une seule voix. C'est pourquoi, tout au long de cette législature, le groupe a donné la priorité à **l'amélioration de la capacité de l'UE à s'imposer dans les enceintes économiques internationales, en veillant à ce qu'elle le fasse sur la base de valeurs socio-démocrates**.

La politique commerciale de l'UE souffre d'un grave déficit démocratique. Les décisions politiques se prennent souvent par des comités de hauts fonctionnaires qui se réunissent à huis clos. Le groupe socialiste a dès lors œuvré avec insistance pour la ratification du traité de Lisbonne, dont la mise en œuvre accroîtrait de manière significative la responsabilité démocratique de la politique commerciale européenne en plaçant le Parlement européen sur le même pied que le Conseil des ministres dans la définition et le contrôle des politiques commerciales européennes.

Même sans avoir de pouvoir législatif (selon les règles des traités actuels, le pouvoir de contrôle du Parlement sur la politique commerciale de l'UE est des plus faibles), le groupe socialiste a largement contribué à la redéfinition et à l'adaptation de la politique commerciale européenne. En utilisant les armes que sont la publicité, les auditions parlementaires et les alliances avec la société civile, le groupe socialiste a placé au premier plan **les priorités des citoyens, à savoir la sécurité des denrées alimentaires et la sécurité des consommateurs, le rôle des normes sociales et environnementales dans le commerce mondial et les intérêts des pays en développement**. Les pressions du groupe socialiste ont permis d'obtenir **certaines améliorations des dispositions sociales et des dispositions relatives à l'environnement et aux droits de l'homme** dans la nouvelle génération d'accords de libre-échange actuellement en négociation, par exemple avec la Corée et l'ANASE (ASEAN), et dans les accords dont les négociations sont en cours depuis longtemps, par exemple avec le Conseil de coopération du Golfe et la Colombie, mais beaucoup reste à faire.

### Cycle de Doha pour le développement

Le groupe socialiste est fermement convaincu que le commerce peut contribuer positivement à atténuer la pauvreté et à favoriser le développement économique et le bien-être social, pour autant que les règles du commerce international tiennent compte des besoins des pauvres et non seulement des riches et des puissants. **Une conclusion positive du cycle de Doha pour le développement, dans le respect de l'engagement initial de faire du développement son objectif central, reste donc pour nous une priorité**.

### Accords de partenariat économique

Le groupe socialiste a également été très actif dans le dossier des Accords de partenariat économique que l'UE négocie actuellement avec 79 pays en développement signataires, en 2000, de l'accord de Cotonou. Ces accords, dont l'objectif est en principe de promouvoir le développement durable et l'intégration régionale des pays signataires, ont fait l'objet de négociations âpres et controversées. Beaucoup de pays signataires, soutenus par les organisations d'aide au développement, ont reproché à la Commission de se laisser guider par les objectifs commerciaux européens au détriment des objectifs de développement, et d'appliquer une

tactique de négociation musclée. Sur ces accords, toutefois, le Parlement a un droit de veto, instrument dont le Groupe socialiste s'est servi pour que les APE deviennent de véritables accords commerciaux tenant compte du développement et dans l'intérêt des pays de Cotonou. **Grâce au leadership du Groupe PSE sur les dossiers APE (4 rapporteurs PSE sur 8), les Socialistes ont fait en sorte que tous les APE incluent l'aide au développement, s'engageant également à contribuer aux Objectifs du Millénaire pour le Développement ; que la libéralisation des services et les questions de Singapour ne soient pas imposées, et que les pays ACP aient la possibilité de renégocier les questions sensibles. Enfin, les amendements du Groupe socialiste garantissent un examen plus minutieux, par le Parlement européen et le parlement ACP, des négociations à venir et de la mise en œuvre des accords.**

### **Fonds monétaire international et Banque mondiale**

En ce qui concerne le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, le groupe a critiqué la surreprésentation des pays européens et le droit de veto dont disposent de facto les États-Unis, aux dépens d'une représentation adéquate des pays en développement et des pays émergents. Nous avons également attiré l'attention sur l'absence de coordination des positions européennes, notamment l'absence de rôle formel de l'UE, qui fait que l'Europe est incapable de parler d'une seule voix ou d'agir efficacement au nom des citoyens européens au sein du FMI ou de la Banque mondiale, contrairement à ce qui se passe à l'OMC. **Durant toute cette législature, nous avons pris l'initiative de mettre la question de la gouvernance économique et financière au niveau mondial à l'ordre du jour du Parlement européen.**

Dans le contexte de la crise financière et bancaire, le groupe socialiste a exprimé ses préoccupations et ses attentes à l'occasion de la réunion du G20 à Washington le 15 novembre 2008, au cours de laquelle les chefs d'État et de gouvernement sont convenus de repenser l'architecture financière mondiale et ont ouvert la voie à une profonde réforme du cadre de réglementation et de surveillance.

Le groupe socialiste:

- a souligné notre conviction profonde qu'il fallait rechercher des solutions mondiales à la crise en favorisant la mise en place d'un nouvel ordre financier mondial qui comporte la réforme des institutions de Bretton Woods et a soutenu l'approche arrêtée par le Conseil européen en décembre 2008;
- a insisté, dans son message aux dirigeants européens du G20, sur le fait que la crise financière ne devait diminuer en rien la responsabilité de l'UE vis-à-vis des plus pauvres de la planète ou des objectifs du Millénaire pour le développement;
- est favorable à ce que le FMI réformé puisse jouer un rôle dans un processus renforcé de surveillance au niveau mondial et comme arbitre monétaire